



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Loup

- La louve normande sera relâchée dans les Alpes - Paris NormandieLa louve normande sera relâchée dans les Alpes - Paris Normandie
- Un loup capturé dans le pays de Bray- L'Union Agricole
- Seine-Maritime. Louve relâchée dans les Alpes _ les associations perdent la course contre la montre - Le Courrier Cauchois
- Le débat autour du sort d'une louve coincée dans un piège de chasseur en Normandie - Radio France

Économie et vie des entreprises

- Seine-Maritime. Explosion à la raffinerie de Port-Jérôme _ North Atlantic condamnée après un grave accident du travail - Le courrier cauhois
- Métropole de Rouen _ investissements et solidarité territoriale en hausse - La Gazette France
- Femmes & Challenges lance un programme international entre la Normandie et la Serbie - La Gazette France
- Dieppe – Le Tréport _ le futur parc éolien en mer inaugure sa base de maintenance – Normandinamik
- La Normandie reconnue Capitale French Tech – Normandinamik
- Cardiologie interventionnelle _ le rouennais Robocath finalise le recrutement des patients pour son étude clinique – Normandinamik

Sécurité et sécurité routière

- En immersion avec les dronistes de la police nationale - Paris Normandie
- À Oissel, trois jeunes sauvent un couple de retraités d'un violent incendie _ « On a eu la vie sauve grâce à eux » - 76 actu
- Face au risque d'effondrement d'immeubles à Honfleur, la ministre de la Culture souhaite _prendre des mesures exceptionnelles_ pour protéger le patrimoine - BFM
- Cinq jeunes pillent une centaine de voitures dans l'agglo de Rouen _ « Carglass et ses concurrents étaient débordés » - 76 actu
- La camionnette se renverse avec des chevaux, A13 fermée en Normandie, deux blessés _ ce que l'on sait de cet accident - Ouest france

Mohamed Amra

- Deux ans après l'évasion d'Amra au péage d'Incarville, un hommage rendu aux agents pénitentiaires tués - Paris Normandie
- _Il se souvient de tous les détails__ le témoignage de l'avocat d'un des rescapés de l'évasion meurtrière de Mohamed Amra - BFM

Justice

- Il propageait des feux en Normandie _ un homme arrêté en flagrant délit reconnaît un autre incendie - Ouest france
- Blanchiment d'argent, drogues, armes de guerre... Des narcotrafiquants condamnés après un contrôle routier, en Normandie - Ouest france

Travaux et aménagements

- Dans la boucle de Roumare, le projet de voie verte déclaré d'utilité publique - Paris Normandie
- « Les clients se plaignent des odeurs » _ à Rouen, pourquoi la rue Eau-de-Robec est devenue un « marécage » - 76 actu
- Travaux sur la RN28 _ la circulation va être perturbée pendant plusieurs mois dans le secteur - 76 actu

Politique

- Laurent Bonnaterre reconduit comme référent du parti Horizons en Normandie en attendant de former un binôme - Paris Normandie
- Ce maire de Seine-Maritime fixe les montants des indemnités de ses élus en fonction de leur présence aux conseils municipaux - BFM

Santé

- Les quatre priorités pour améliorer la santé mentale des jeunes Normands sans tarder - Paris Normandie
- Hantavirus. Un cas contact est hospitalisé au CHU de Rouen _ ce que l'on sait - 76 actu
- Après l'hospitalisation d'un cas contact à l'hantavirus au CHU de Rouen, la CGT déplore avoir appris l'information _par voie de presse - BFM

Grands événements

- On a besoin de vous !_ _ Le Téléthon 2026 se prépare déjà dans cette commune de Seine-Maritime - 76 actu

Acteurs publics

- Réforme des Instituts régionaux d'administration _ les économies promises en question - Acteurs Publics
- Après l'expérimentation, le ministère de la Justice déploie en interne son assistant d'IA générative - Acteurs Publics

Décès

- Malgré les secours, ce maire d'un village de Seine-Maritime décède après une crise cardiaque sur la voie publique - 76 actu

ENVIRONNEMENT

La louve normande sera relâchée dans les Alpes

✍ PHILIPPE DUFRESNE



LA LOUVE NORMANDE

AVAIT ÉTÉ ATTRAPÉE ACCIDENTELLEMENT DANS UN PIÈGE

À RENARD.

ILLUSTRATION

PARIS NORMANDIE

LA LOUVE CAPTURÉE EN NORMANDIE POURSUIVRA SA VIE DANS LES ALPES. C'EST LA DÉCISION PRISE PAR L'ADMINISTRATION. IL EST CLAIR EN EFFET QUE L'ANIMAL DOIT ÉVOLUER DANS UN MILIEU ÉLOIGNÉ DES ZONES HABITÉES ET DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT, OÙ LES INTERACTIONS AVEC LES ACTIVITÉS HUMAINES SERONT FAIBLES. ELLE TROUVERA DANS L'ARC ALPIN UN HABITAT FAVORABLE À L'ESPÈCE, AVEC UNE PRISE EN COMPTE DES ENJEUX AGRICOLES LOCAUX.

CETTE LOUVE AVAIT ÉTÉ RETROUVÉE VIVANTE DANS UN PIÈGE À RENARD, LE DIMANCHE 10 MAI, À SAINT-PIERRE-DES-JONQUIÈRES, EN SEINE-MARITIME. APRÈS UN PREMIER EXAMEN VÉTÉRINAIRE, LA LOUVE A ÉTÉ PLACÉE TEMPORAIREMENT SOUS SURVEILLANCE AU PARC ANIMALIER DE MUCHEDENT, À L'ÉCART DE TOUT CONTACT HUMAIN.

GPS

LES EXAMENS RÉALISÉS AU COURS DE CETTE PHASE D'OBSERVATION CONFIRMENT QUE L'ANIMAL EST EN BONNE SANTÉ. IL EST DONC APTÉ À RETROUVER LA LIBERTÉ. L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ SE CHARGERAIT DU TRANSFERT DE LA LOUVE. AVANT SON RELÂCHER, ELLE SERA ÉQUIPÉE D'UN COLLIER GPS AMOVIBLE. CE DISPOSITIF PERMETTRA DE SUIVRE SES DÉPLACEMENTS, DE VÉRIFIER SA BONNE ADAPTATION AU MILIEU NATUREL ET, SI NÉCESSAIRE, D'INTERVENIR RAPIDEMENT EN CAS DE DIFFICULTÉ. CE SUIVI CONTRIBUERA ÉGALEMENT À AMÉLIORER LES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES SUR LES COMPORTEMENTS DE DISPERSION DU LOUP. ■



Un loup capturé dans le pays de Bray

Depuis quelques années, le département est régulièrement traversé par des loups. À chaque fois, le passage de ces prédateurs s'accompagne d'attaques de troupeaux. Cet épisode de la louve capturée ce dimanche 10 mai est l'occasion de rappeler la position professionnelle, toujours opposée à la présence du loup.

Dimanche 10 mai, en allant relever ces pièges, un piégeur agréé a eu la surprise de constater que l'animal capturé n'était pas le renard attendu, mais un loup, ou plus précisément, une jeune louve de moins de 2 ans. Après quelques heures de discussion, et de tergiversations, l'individu capturé a été transféré à Muchedent pour quelques heures, avant d'être placé dans un parc habilité à recevoir ces loups déplacés. Cet épisode de la louve a été l'occasion pour le syndicalisme FNSEA 76-JA 76 et pour la Chambre d'agriculture de rappeler leur opposition à la présence du loup sur son territoire. Dans un courrier adressé au préfet de région et remis en main propre à la sous-préfète de Dieppe en charge de ce dossier en Seine-Maritime par les adhérents FNSEA 76 et JA 76 de ce territoire, les organisations professionnelles ont rappelé au représentant de l'État que le département ne pouvait être une terre d'accueil des loups.

PRÉFÉRER L'ÉLEVAGE AU LOUP
D'abord parce qu'aucun éleveur, en Seine-Maritime ou ailleurs, ne pouvait tolérer qu'un de ses animaux soit attaqué par un loup.

Ensuite, parce que l'élevage de plaine, tel que nous le pratiquons en Seine-Maritime, ne pouvait apprendre à vivre avec le loup, comme certains le laissent à penser. Le parcellaire trop dispersé ne permet pas de protéger les troupeaux, ni en les mettant sous la garde d'un chien de protection, trop bruyant et trop dangereux pour les promeneurs, ni en les rentrant tous les soirs en bâtiment. Surtout, les représentants professionnels, Laurence Sello pour la Chambre d'agriculture, Bruno Ledru pour la FNSEA 76 et Justin Lemaitre pour JA 76, ont montré à quel point l'élevage était central pour l'agriculture départementale. Accepter le loup, c'est en quelque sorte renoncer à l'élevage et à tous ses bienfaits, en matière de résilience, de conservation de l'herbe si importante pour protéger la ressource, et de perspective d'installation pour de nombreux jeunes. La FNSEA 76, JA 76 et la Chambre d'agriculture ont aussi rappelé l'impact économique mais aussi moral que représente une attaque de loup sur un troupeau. D'ailleurs, depuis que la présence d'un loup est confirmée à l'est du département, les éleveurs ovins craignent de mettre leurs ani-

maux à l'herbe par peur de nouvelles attaques.

TIR DE DÉFENSE Cette position professionnelle a été rappelée lors du comité loup réuni à Dieppe le 6 mai. FNSEA 76, JA 76 et la Chambre d'agriculture ont obtenu le passage de certaines communes en cercle 2 du plan national loup, étape nécessaire pour pouvoir mener des tirs de défense à proximité des troupeaux pour mieux les protéger. Parce que cette louve n'est sans doute pas la dernière que le département aura à croiser, la profession reste très attentive et rappellera, autant que nécessaire, que le loup n'a pas sa place dans le département. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le sort de la louve capturée n'a pas été tranché. Espérons que dans cette histoire, l'État aura entendu les demandes des agriculteurs. La profession ne demande pas l'euthanasie de cet animal mais simplement, par respect pour les éleveurs, que cette louve vive paisiblement loin de nos contrées dans l'un des parcs à loup habilités. • **SIMON HUET** ■

par Simon Huet



Seine-Maritime. Louve relâchée dans les Alpes : les associations perdent la course contre la montre

Cédric Thomire

3-4 minutes

France Nature Environnement Normandie et les autres associations qui ont assigné la préfecture de la Seine-Maritime en justice vendredi 15 mai au matin ont perdu la course contre la montre.

Au début de l'audience, le représentant des services de l'Etat a indiqué, sans trop de précisions, que la louve avait été relâchée dans la nuit ou la matinée. Or les associations environnementales avaient saisi en urgence, dès mercredi soir, le tribunal administratif de Rouen pour demander le relâchement immédiat en Normandie de la louve capturée accidentellement en Seine-Maritime dimanche 10 mai dans une forêt près de Saint-Pierre-les-Jonquières (pays de Bray).

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Capturée accidentellement, la louve sera relâchée dans l'arc alpin](#)

Une audience trop tardive : la louve déjà relâchée

"Dès lors que la louve était relâchée, notre action judiciaire n'avait plus de raison d'être. Nous n'allions pas demander de capturer à nouveau la louve pour la ramener en Normandie. C'est un non-sens", indique Alice Béral, responsable juridique de France Nature Environnement Normandie. Autre problème juridique, la décision de relâcher la louve dans les Alpes a été prise par le ministère de la Transition énergétique, et non par le préfet de la Seine-Maritime. *"Nous n'avions pas l'information. Il aurait fallu dès lors attaquer au tribunal administratif de Paris",* explique Alice Béral.

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Une louve prise dans un piège et placée au parc de Muchedent](#)

Les associations contestent toujours sur le fond le transfert de la louve vers les Alpes, qu'ils considèrent *"en dehors de tout cadre légal"*. Elles affirment que la louve, espèce protégée, aurait dû être relâchée rapidement après sa capture, *"à proximité du lieu de capture"*, pour des raisons biologiques et écologiques. Et surtout en respect d'un arrêté ministériel du 14 décembre 2022. *"Aucune instance scientifique ni demande de dérogation, pourtant obligatoire, n'a été sollicitée"*, avancent également les associations.

"Risque délibéré pour la survie de l'animal"

Selon elles, la décision prise par le ministère pourrait compromettre les chances de survie de la louve, notamment en raison des risques de désorientation ou de confrontation avec d'autres meutes déjà implantées. Elles considèrent aussi que cette décision nuit à une éventuelle implantation durable du loup

en Normandie. "*Nous envisageons très sérieusement de poursuivre notre action en justice sur le fond*", avance Alice Béral.

L'action juridique a été portée par France Nature Environnement Normandie, avec le soutien du Groupe mammalogique normand (GMN) et de la LPO Normandie.

[radiofrance.fr](https://www.radiofrance.fr)

Le débat autour du sort d'une louve coincée dans un piège de chasseur en Normandie

Camille Crosnier

4-5 minutes

L'animal a été retrouvé dimanche dans une forêt de Seine-Maritime. La préfecture a d'abord décidé de transférer la louve dans un parc animalier, avant de la relâcher ce jeudi dans les Alpes. Une procédure qui questionne car en tant qu'espèce protégée, personne n'est censé interagir avec elle.

Une louve adulte a été retrouvée dimanche matin dans la forêt de Saint-Pierre-des-Jonquières, au sud de Dieppe en Normandie, la patte coincée dans un piège à renards, posé par les chasseurs.

C'est l'un d'entre eux qui l'a découverte. Il prévient alors les autorités et branle-bas de combat. Voici gendarmerie, mairie, pompiers, services vétérinaires, office français de la biodiversité, et tout le tralala sur place en mode : bon, qu'est-ce qu'on fait ?...

Ce n'est pas le genre de choses qui arrive tous les jours, même jamais, les chasseurs un peu ballots ont d'ailleurs bien précisé que le dispositif n'avait pas vocation à piéger un loup (encore heureux, car c'est une espèce protégée). Et justement, le [code de l'environnement](#) [Ouverture dans un nouvel onglet](#) est clair en ce qui les concerne ces espèces

protégées ! Une perturbation intentionnelle, leur capture, enlèvement, transport, ou détention sont interdits. En gros pas touche, de près ou de loin.

Plusieurs associations affirment qu'elle aurait donc du être relâchée immédiatement. Mais la préfecture de Seine-Maritime a décidé que non : la louve a été anesthésiée et transférée dans un parc animalier à une trentaine de kilomètres.

Une mesure d'urgence temporaire selon la préfecture, qui annonçait hier soir que la louve, étant en bonne santé, allait être relâchée... dans l'arc alpin (l'opération est en cours d'après mes infos).

À l'autre bout de la France, donc, et tant pis pour sa portée si elle en a une puisqu'on est en pleine période de reproduction.

Tant pis aussi sur le fait que ce déplacement ne corresponde à aucune des dérogations puisqu'elles ne le permettent que quand c'est dans le cadre d'un plan de sauvegarde (pas le cas), dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques (pas le cas) ou pour des raisons impératives d'intérêt public majeur (pas le cas). La procédure est donc visiblement illégale.

La préfecture explique que la zone de relâcher a été choisie pour éloignement des zones habitées et infrastructures de transport, réduction des interactions avec les activités humaines, présence d'un habitat favorable et... prise en compte des enjeux agricoles locaux. Et ce dernier critère est important.

Parce que des agriculteurs étaient présents dimanche au moment de la découverte avec les chasseurs, et ils ne seraient pas pour rien dans la décision de la capturer. Vous savez que la présence du loup est honnie par la FNSEA, donc hop, profitons-en pour l'éloigner.

Je rappelle que le gouvernement a déjà baissé le statut de protection de l'espèce et assoupli les règles sur les tirs pour les tuer, au grand dam de nombreuses associations...

Bref, une fois de plus, on fait tout pour ménager les agriculteurs, et tant pis pour le reste, en particulier la biodiversité dont franchement tout le monde se fout, c'est encore pire que le climat.

D'ailleurs, l'avocat en droit de l'environnement Arnaud Gossement me signale que le Conseil d'Etat avait ordonné à la ministre de la transition écologique de publier d'ici le 2 mai un arrêté d'interdiction de la chasse au lagopède, espèce menacée... Ce n'est pas fait.

Le lagopède, petit oiseau blanc surnommé la perdrix des neiges que la louve esseulée croisera peut-être dans les Alpes, en espérant pour eux que les fusils ne soient pas dans les parages.

Seine-Maritime. Explosion à la raffinerie de Port-Jérôme : North Atlantic condamnée après un grave accident du travail

Cédric Thomire

~2 minutes

La raffinerie North Atlantic à Port-Jérôme-sur-Seine a été condamnée mardi 12 mai à payer une amende de 50 000 euros après un accident du travail, survenu en 2021. Le 14 août, un salarié avait été grièvement blessé sur le site d'Esso SAF, [ex-groupe ExxonMobil devenu North Atlantic](#). La responsabilité de l'employeur a été reconnue par le tribunal correctionnel du Havre.

Doublement condamnée

L'entreprise est condamnée pour "*blessures involontaires par personne morale avec incapacité n'excédant pas trois mois par violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence dans le cadre du travail*". La société est également condamnée pour "*mise à disposition de travailleur d'équipement de travail ne permettant pas de préserver sa sécurité*".

A cause de l'explosion d'un hublot

Le salarié, opérateur, avait été blessé par l'explosion du hublot en verre d'un bloc de contrôle, lors d'une opération habituelle. Il avait été pris en charge par les pompiers. Son état avait nécessité plusieurs opérations.

North Atlantic a été condamné à verser 2 000 € à la victime et 10 000 € à un membre de sa famille pour préjudice moral, ainsi que 2 000 € pour les frais de procédure.

Métropole de Rouen : investissements et solidarité territoriale en hausse

J.M

4-5 minutes

En bref

La Métropole Rouen Normandie a validé une série de mesures portant sur les mobilités, le commerce, la participation citoyenne et la solidarité intercommunale lors de son conseil du 4 mai 2026.

Ces décisions traduisent une intensification des politiques d'investissement public local dans un contexte de transformation des modèles de financement des collectivités en France.



Décisions métropolitaines sur mobilités et solidarité locales © Métropole Rouen Normandie.

Publié le 12 mai 2026 - Mis à jour le 12 mai 2026

Lors de son conseil métropolitain du 4 mai, la Métropole Rouen Normandie a acté plusieurs dispositifs touchant à l'aménagement, aux mobilités et au développement économique local. Parmi les principales mesures figure le doublement progressif du Fonds d'aide à l'aménagement (FAA), destiné aux communes de moins de 4 500 habitants, avec une enveloppe portée à 1,4 million d'euros à partir de 2027. Plusieurs dispositifs existants sont également prolongés, notamment les aides à l'achat de vélos électriques et la prise en charge de mobilités intermodales entre le réseau urbain et le train régional sur le périmètre métropolitain. Des soutiens ciblés ont aussi été validés pour l'implantation de commerces à Duclair, au Trait et à Elbeuf-sur-Seine, dans le cadre de dispositifs de revitalisation commerciale.

Une organisation territoriale centrée sur l'investissement local et les services

Ces décisions s'inscrivent dans une logique d'organisation de l'investissement public à l'échelle intercommunale, combinant soutien aux communes, politiques de mobilité et appui au commerce de proximité. Les mécanismes financiers mobilisés reposent sur des cofinancements entre la Métropole, les communes et les partenaires institutionnels, avec des effets directs sur les secteurs du bâtiment, de la rénovation urbaine, des mobilités et des services. Le renouvellement du Conseil de développement durable illustre également la structuration d'instances associant acteurs économiques, associatifs et

institutionnels dans la définition des politiques publiques locales.

Recomposition des finances locales et montée en puissance des intercommunalités

Les orientations adoptées par la Métropole Rouen Normandie s'inscrivent dans une évolution plus large du rôle économique des intercommunalités, devenues des acteurs centraux de l'investissement public local. Dans un contexte de réorganisation des finances publiques et de montée en charge des politiques de transition, les métropoles concentrent une part croissante des dépenses liées aux mobilités, à la rénovation des équipements et au soutien au tissu commercial. Cette dynamique participe à la structuration des chaînes économiques locales, en lien avec les entreprises du bâtiment, des services et des mobilités, tout en accompagnant la transformation des modèles d'aménagement du territoire. Plusieurs grandes agglomérations françaises suivent des trajectoires similaires, avec une intégration renforcée des politiques de développement économique, de transition écologique et de cohésion territoriale au sein des stratégies d'investissement public.

Femmes & Challenges lance un programme international entre la Normandie et la Serbie

Chloé Guerout

3-4 minutes

En bref

Du 20 au 22 mai, le réseau Femmes & Challenges organise à Paris et Rouen un programme inédit de coopération économique entre la Normandie et la Serbie autour de l'entrepreneuriat féminin.



Le 22 mai, des rencontres d'affaires se tiendront à la CCI

Normandie, à Rouen. © La Gazette France

Publié le 18 mai 2026 - Mis à jour le 18 mai 2026

Le réseau Femmes & Challenges engage une nouvelle étape de son développement international avec le lancement de F&C International. Ce temps fort inédit doit permettre de renforcer les échanges économiques entre la Normandie et la Serbie, à travers la venue d'une délégation de plus de 20 cheffes d'entreprise serbes en France.

Portée par Audrey Regnier, présidente du réseau, cette initiative vise à créer des passerelles durables entre dirigeantes et acteurs économiques des deux territoires.

Trois jours d'échanges entre Paris et Rouen

Le programme se déroule du 20 au 22 mai 2026. À Paris, la délégation serbe sera accueillie à l'ambassade de Serbie pour une première journée institutionnelle.

Le 21 mai, les participantes prendront part à la conférence « Au-delà des frontières » à Rouen, organisée avec la Team France Export Normandie dans le cadre du Business Expo Rouen. Les échanges porteront sur les enjeux de l'export et les opportunités de développement international. Une découverte de la ville sous forme de rallye complétera cette journée.

Le 22 mai, des rencontres d'affaires se tiendront à la CCI Normandie, à Rouen. Elles seront organisées par la Team France Export Normandie, avec le soutien d'Enterprise Europe Network et de Rouen Normandy Invest.

Les entreprises serbes recherchent des partenaires dans les secteurs du retail, de l'hôtellerie-restauration, du BTP, de

l'événementiel, de la cosmétique, de l'environnement, du tourisme et des emballages.

Un gala Femmes & Challenges International est prévu au Hangar 107 à Rouen. Ouvert aux acteurs économiques, élus et membres du réseau, il vise à favoriser le networking dans un cadre culturel et convivial.

Dieppe – Le Tréport : le futur parc éolien en mer inaugure sa base de maintenance

Jacques-Olivier Gasly

~4 minutes

Composé à terme de 62 éoliennes, le futur parc éolien en mer Dieppe – Le Tréport vient de procéder à l'inauguration de sa base de maintenance. Une séquence qui a permis de faire un point d'étape sur ce parc, situé à 17 km de Dieppe et à 15,5 km du Tréport, et qui sera doté à terme d'une puissance totale de 496 MW et produira environ 2 000 GWh par an, soit l'équivalent de la consommation électrique annuelle des deux tiers de la population de la Seine-Maritime (850 000 personnes).

Après la mise à disposition du raccordement du parc par RTE il y a quelques jours, comprenant le poste électrique 225 000 / 400 000 volts de Grande Sole, à Petit-Caux, ainsi qu'une double liaison souterraine et sous-marine 225 000 volts, c'est au tour de la base de maintenance du parc d'être inaugurée.

« Cette base de maintenance, c'est en quelque sorte le centre névralgique du parc », explique Frédéric Flaus, directeur du projet Éolien en mer Dieppe – Le Tréport (EMDT). « Et notre calendrier est conforme aux attentes : les premiers câbles reliant les éoliennes entre elles sont en cours d'installation, et les premières

éoliennes seront assemblées très prochainement », poursuit le responsable. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ensuite tout va s'accélérer à vitesse grand V... En simultané va ainsi se poursuivre la pose des fondations (une quarantaine sont actuellement posées sur les 62 que comptera le site), puis la pose des structures (mâts, nacelles et pales) des éoliennes.

« L'objectif, c'est d'injecter les premiers électrons sur le réseau dès cet été et d'avoir un parc achevé pour la fin de l'année », poursuit Fabien Chamouton, responsable opérations et maintenance pour EMDT, tout en précisant que, par beau temps, il fallait compter entre 24 et 48 heures pour assembler une éolienne...

Construite en neuf mois, cette base de 4 000 m², montée sur trois étages dans l'avant-port du terminal Transmanche de Dieppe, va permettre de piloter les différentes opérations de maintenance du parc offshore Dieppe – Le Tréport grâce aux quelque 27 000 capteurs installés sur les éoliennes, mais aussi de surveiller simultanément le parc normand ainsi que le parc breton de Yeu-Noirmoutier depuis un impressionnant centre de contrôle vidéo.

Afin de faciliter les opérations en mer, des pontons ont également été installés quai Gaston-Lalitte, dédiés aux navires des techniciens d'EMDT, mais également à ceux de Siemens Gamesa, le fabricant des éoliennes, soit environ 70 personnes sur site.

Des retombées directes pour le territoire

À l'heure de la décarbonation de nos énergies et du besoin d'indépendance vis-à-vis des crises géopolitiques successives, le parc Dieppe – Le Tréport s'impose comme une alternative d'autant plus intéressante qu'elle sera contributrice de richesses pour le

territoire.

« Pour la construction de la base de maintenance, nous avons fait le choix du local et de la proximité. D'un budget de 8 millions d'euros, le chantier a été découpé en 17 lots, tous attribués à des entreprises locales... Dès cette année, ce ne sont pas moins de 10 millions d'euros de retombées qui sont attendues, directement générées par les impôts et, sur les 25 années (minimum) d'exploitation du site, le parc éolien en mer Dieppe – Le Tréport devrait générer quelque 1 milliard d'euros pour l'économie locale », conclut Frédéric Flaus.

La Normandie reconnue Capitale French Tech

Jacques-Olivier Gasly

2-3 minutes



La Normandie devient pour la première fois Capitale French Tech : une reconnaissance nationale pour un écosystème innovant et structuré

La Normandie accède cette année pour la première fois au rang de Capitale French Tech. Cette labellisation, délivrée par la Mission French Tech pour la période 2026-2028, marque une étape majeure pour l'écosystème normand de l'innovation et vient récompenser plusieurs années de travail collectif, de structuration et de mobilisation des acteurs publics et privés du territoire.

Cette reconnaissance nationale consacre le rôle moteur de la

French Tech Normandie, fédérant entrepreneurs, startups, acteurs de l'innovation, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, structures d'accompagnement, investisseurs et grands groupes autour d'une ambition partagée : faire de la Normandie un territoire attractif, compétitif et tourné vers les technologies d'avenir.

La French Tech : un levier d'innovation et de souveraineté économique

Initiative lancée par l'État il y a plus de dix ans, la French Tech incarne la politique publique de soutien aux startups et scale-up françaises. Elle vise à favoriser l'émergence, la croissance et l'internationalisation des entreprises innovantes, tout en contribuant à la souveraineté technologique du pays. Aujourd'hui, la French Tech représente près de 18.000 startups et 450.000 emplois en France, soutenus par un réseau structuré de capitales et de communautés en France et à l'international.

Source : Communiqué préfecture de la région Normandie

Cardiologie interventionnelle : le rouennais Robocath finalise le recrutement des patients pour son étude clinique

Jacques-Olivier Gasly

4-5 minutes

Robocath finalise le recrutement des patients dans l'étude clinique « First-in-Human » de sa plateforme robotique de nouvelle génération en cardiologie interventionnelle. L'essai, mené sur 20 patients au Centre Cardiologique du Nord (93), a permis de démontrer la sécurité de la plateforme. Les résultats techniques sont jugés prometteurs.

Robocath, leader mondial de la robotique dédiée à la cardiologie interventionnelle, annonce aujourd'hui la fin du recrutement des patients pour sa première étude clinique chez l'homme (First-In-Human, FIH) évaluant son nouveau système robotisé dans l'angioplastie coronaire.

« Finaliser le recrutement de cette première étude chez l'homme est une étape importante dans l'histoire de la cardiologie interventionnelle », souligne le Dr Mohammed Nejari, investigateur principal. « Pour la première fois, nous avons démontré que l'assistance robotique peut être utilisée de façon sûre et fiable pour traiter tous types de lésions coronariennes,

quelle que soit leur complexité, y compris dans des contextes anatomiques difficiles. Nous ne parlons pas d'un hypothétique futur, mais bien de notre présent, dès maintenant. »

Le robot de deuxième génération de Robocath s'appuie sur l'expérience clinique et technologique acquise avec la première plateforme robotique de la société, aujourd'hui déployée dans de nombreux centres à travers le monde. Il inclut des fonctions avancées telles que la gestion simultanée de plusieurs dispositifs, afin de prendre en charge des procédures de plus en plus complexes.

L'étude a porté sur 20 patients (âgés de 18 ans ou plus) atteints d'une maladie coronarienne, principalement des cas complexes représentatifs de l'activité quotidienne d'un laboratoire de cathétérisme. Ils ont été répartis en trois sous-groupes en fonction de la complexité de leurs lésions. À ce jour, aucun problème de sécurité n'a été signalé en lien avec l'utilisation de la plateforme Robocath.

« Il s'agit d'une étape majeure pour valider notre technologie unique au monde, qui vise à transformer la gestion des angioplasties coronaires, quelle que soit leur complexité. Notre objectif est d'améliorer la prise en charge des maladies coronariennes, qui représentent la principale cause de décès dans le monde, tout en facilitant la pratique des professionnels de santé au quotidien », s'est félicité Philippe Bencteux, président de Robocath.

Ces premiers résultats confirment le fort potentiel de la plateforme de nouvelle génération de Robocath, qui pourrait permettre de traiter un grand nombre de pathologies coronariennes, y compris chez des patients présentant des anatomies complexes. L'analyse

complète des données et les résultats détaillés de l'étude seront présentés prochainement via des publications scientifiques.

Le marché mondial de la robotique dédiée à la cardiologie interventionnelle représentait 61,1 millions de dollars en 2024. Il devrait passer de 78,3 millions de dollars en 2025 à 297 millions de dollars d'ici 2031, affichant un taux de croissance de 26 % par an durant cette période. Cette hausse est due à la demande croissante de chirurgies mini-invasives, aux progrès technologiques en matière de systèmes robotiques et à l'augmentation des pathologies cardiovasculaires, renforçant d'autant plus le positionnement de Robocath sur ce secteur.

Basée à Rouen Robocath conçoit, développe et commercialise des solutions robotiques intelligentes dédiées au traitement des maladies cardiovasculaires et neurovasculaires.

Robocath développe des solutions robotiques qui intègrent une technologie bionique unique et propriétaire permettant de sécuriser et d'optimiser l'angioplastie coronarienne. Cette procédure médicale consiste à revasculariser le muscle cardiaque grâce à l'implantation d'un ou plusieurs implants (stents) dans les artères qui l'irriguent. Une opération de ce type est pratiquée toutes les 30 secondes dans le monde.

En immersion avec les dronistes de la police nationale



Chaque semaine, la police essaye de déployer ses drones pour surveiller notamment des quartiers où se déroulent des rodéos urbains et en interpellier les auteurs. Photo Paris Normandie

Sécurité. Surveiller et intercepter les auteurs de rodéos urbains, c'est l'une des missions des dronistes de la police nationale. On les a suivis en intervention quelque part dans la Métropole de Rouen. Reportage.

Comme un reportage de guerre en 14-18 : pour des raisons de confidentialité, la police nationale nous embarque dans un reportage en demandant de ne pas filmer les visages, d'éviter des photos aux plans larges pour que les lieux ne soient pas identifiables. Alors, « *quelque part dans la métropole de Rouen* », on a suivi l'intervention de deux télépilotes de la police en charge de pister les auteurs de rodéos urbains avec un drone afin que les équipes au sol puissent les intercepter, repérer les lieux de stockage de motocross, sécuriser aussi la voie publique face à ces délits dangereux.

IDENTIFIER, SÉCURISER,

INTERPELLER

Comme l'explique le commissaire Gaspar Louis, en charge de l'unité d'ordre public et des mobilités au service départemental de la sécurité publique, « *le drone aide sur deux aspects : l'identification des auteurs et la caractérisation de l'infraction de rodéos motorisés* ».

Tandis que deux pilotes diplômés par la direction générale de l'aviation civile déploient un drone qui va, à quelques centaines de mètres, surveiller un quartier, des équipes au sol, qu'elles soient en civil ou à moto, prennent en compte les informations recueillies par les dronistes pour repérer des auteurs de rodéos et les interpellent une fois que les conditions de sécurité – tant pour les badauds que pour les forces de l'ordre – sont réunies.

« On va voir s'il y a des individus qui commettent des rodéos urbains avec des véhicules motorisés et pouvoir par la suite tenter de les identifier et de voir éventuellement avec les collègues au sol qu'ils puissent aller sur place pour les interpellier », explique le brigadier-chef Jérôme, télépilote. À chaque fois il est accompagné d'un collègue : l'un surveille le ciel tandis que l'autre pilote.

Les zones surveillées sont celles propices aux infractions avec de longues lignes droites. Souvent, ce sont des remontées de terrain (riverains, baigneurs sociaux, communes) qui permettent un premier repérage des zones à risque.

« On a déjà réalisé 23 opérations depuis début 2026, qui ont amené à l'interpellation de 14 personnes et à la saisie de 16 véhicules. Par rapport à 2025, on était sur 79 opérations. On est déjà sur des résultats très positifs pour le début de l'année 2026 », souligne le commissaire Louis.

« DES COMPORTEMENTS

PARTICULIÈREMENT

DANGEREUX »

Chaque opération est « encadrée » par un arrêté préfectoral autorisant le survol. Cela fait quatre ans que la police de Seine-Maritime s'est dotée d'une brigade des moyens aériens pour lutter contre différents types de délinquance.

« Au niveau de Rouen, on prend particulièrement à cœur la problématique des rodéos, parce qu'elle génère des nuisances pour les riverains et les usagers de la route, avec des comportements particulièrement dangereux, et parfois des blessures graves à la fois pour les riverains et les auteurs de ces infractions. C'est pour ça qu'on met en place, à travers notre plan d'action, des opérations régulières toutes les trois semaines », rajoute le commissaire, qui détaille qu'une cellule judiciaire dédiée est aussi en place. ■

actu.fr

À Oissel, trois jeunes sauvent un couple de retraités d'un violent incendie : « On a eu la vie sauve grâce à eux »

Mathieu Charré

6-7 minutes

Dans la nuit de lundi 11 à mardi 12 mai à Oissel, un impressionnant incendie s'est déclaré. Trois amis ont accouru pour sauver un couple âgé. Récit d'une soirée héroïque.

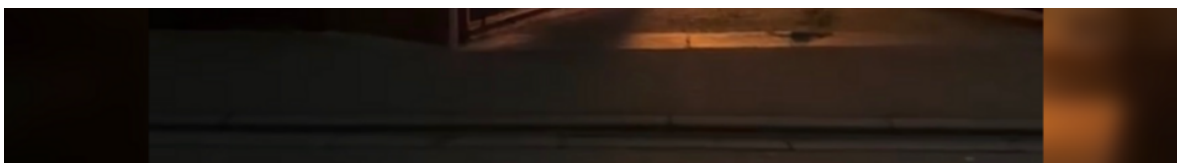
Sur le même thème

[Incendie](#)

[Témoignage](#)

Article réservé aux abonnés





Dans la nuit du lundi 11 mai à Oissel, un camping-car a pris feu.

(©Capture écran transmise)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 18 mai 2026 à 6h46

Trois amis ont pris tous les risques pour la bonne cause dans la nuit [d'Oissel](#). De lundi 11 à mardi 12 mai, peu après 2 heures du matin, trois jeunes sont entrés dans le jardin d'une maison où **un incendie s'était déclaré**, puis ont brisé la vitre pour **sauver des flammes le couple âgé** qui y habite. Ils racontent à *76actu* ce geste héroïque.

Trois jeunes amis se rendent sur les lieux de l'incendie

Tard dans la nuit ce lundi 11 mai, **Tyurz** a du mal à dormir. Dans son lit, les yeux rivés sur son téléphone, il entend soudain **une détonation**. « Je me suis levé pour aller voir, je pensais que c'était un véhicule. Par la fenêtre, j'ai vu que c'était en fait **une maison qui prenait feu**. » Tyurz réveille sa femme, qui l'informe que cette maison est occupée par un couple âgé. Puis il appelle un ami, **Niels**, qui a aussi entendu la détonation. Les deux jeunes hommes décident de s'y rendre.

Sur place, **d'impressionnantes flammes hautes** consomment une voiture, un camping-car et l'abri sous lequel il est garé. Le feu a même commencé à attaquer la maison, sous les yeux d'un troisième ami, Mike*, qui habite près et s'est déjà rendu sur place.

Face à la menace, et l'absence de mouvement dans la maison, **les trois hommes décident d'agir**. « On n'a pas hésité longtemps », assure Tyurz. Mike a amené un extincteur, mais les flammes sont trop fortes. Lui et Niels **arrachent le volet d'une fenêtre**, tapent au carreau puis le

brisent.

À l'intérieur, un couple de nonagénaire ignorant le danger

À l'intérieur de la maison, **Bernard et Marcelle** n'ont aucune idée du péril qui les guette. Plus tôt, ils se sont couchés « contents », nous raconte la presque nonagénaire. Elle a 89 ans, lui 90.

« Vers 2 heures du matin on entend des détonations. Pa ! Pa ! Mais on ne s'est pas inquiétés, on entend ça la nuit tous les deux ou trois mois, comme des pétards. » En revanche, les coups sur le carreau du salon sèment le trouble chez le couple.

On a cru à une agression. Mon mari est allé voir, leur a demandé « Qu'est-ce que vous nous voulez ? ». Et ils nous ont dit « Vite, vite, sortez ! Il y a le feu ! ». On a tout juste eu le temps de mettre la robe de chambre et les chaussons.

Les trois compères rassurent rapidement le couple et l'escortent dans le jardin. L'un d'eux couvre Marcelle de sa veste. Mais reste un obstacle, et de taille : le portail, lourdement cadénassé, empêche toute sortie pour le couple âgé. Pas le choix, faut y aller, comme dirait l'autre.

Mike ressort, monte dans sa voiture, part en marche arrière... et **enfonce le portail**, esquintant son véhicule au passage. La voie est enfin libre. Une voisine, venue elle aussi en voiture sur les lieux, fait monter Marcelle en attendant les secours.

Un blessé léger, deux véhicules partis en fumée

En quelques minutes, les trois jeunes hommes ont évité le pire à Bernard et Marcelle, bien avant l'arrivée des pompiers, du Samu et de la

gendarmerie. « On a eu la vie sauve grâce à trois personnes, très gentilles, qui se sont impliquées alors qu'ils n'habitent pas juste à côté », souffle Marcelle, reconnaissante.

Le bilan aurait pu être dramatique, il n'est que matériel – ou presque. En brisant la fenêtre, **Niels s'est méchamment coupé** au tendon du pouce gauche, et a dû passer par la case opération mercredi 13 mai. On lui a annoncé qu'il devrait perdre 80 % de sensibilité à ce doigt, pour la vie.

C'est quand même chiant, mais je n'ai aucun regret. Ça aurait pu être mes grands-parents, je trouve ça normal ce qu'on a fait. Heureusement que je suis droitier !

Le couple s'en sort sans une égratignure, mais avec **des projets partis en fumée**. Le camping-car, d'où serait parti l'incendie d'après une première expertise, était rempli, prêt pour un départ en cure. « On avait 100 litres de diesel et 100 litres d'eau, 2 bouteilles de gaz pleines... Et on l'avait lustré, il était comme neuf », regrette Marcelle. Ce camping-car, ils l'avaient depuis une vingtaine d'années. Il n'en reste qu'une carcasse, à côté de leur voiture elle aussi très abimée.





Le camping-car n'est plus qu'une carcasse, la voiture est aussi abîmée.
(©Photo transmise)

La maison, où ils habitent depuis 1958, n'a pas été trop endommagée.
En attendant de pouvoir y retourner, Bernard et Marcelle sont chez leur
fille, à Tourville-la-Rivière. « On est bien chouchoutés », assure
l'octogénaire, souriante. **Bernard, lui, peine à s'en remettre.** « Il est
choqué, ronchon, ne parle plus... Il veut rentrer chez lui. »

Contre mauvaise fortune, Marcelle parvient mieux à faire bonne figure. «
On n'a pas de brûlure, pas de blessure, rien ! C'est que du matériel.
J'essaie de consoler Bernard en lui disant que **la vie n'a pas de prix.** »
Pour sauver celles du couple, Tyurz, Niels et Mike ont enfilé le costume
de héros d'un soir. Un rôle en or.

**Le prénom a été modifié.*

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori
avec [Mon Actu](#).*

Face au risque d'effondrement d'immeubles à Honfleur, la ministre de la Culture souhaite "prendre des...

Sébastien Bordry

2-3 minutes

- [BFM](#)
- [-Normandie](#)
- [-Seine-Maritime](#)

Face au risque d'effondrement d'immeubles à Honfleur, la ministre de la Culture souhaite "prendre des mesures exceptionnelles" pour protéger le patrimoine

Publié le 18/04 à 18h02

[Lire dans l'app](#)



Catherine Pégard, à Pontlevoy, le 19 septembre 2025. - ELIOT BLONDET

La ministre de la Culture a affirmé que "l'État ne peut pas tout mais peut parfois faire des gestes exceptionnels dans des cas de situations exceptionnels".

[Catherine Pégard](#), ministre de la Culture, était en déplacement,

samedi 18 avril, à Honfleur (Calvados), où [plusieurs immeubles menacent de s'effondrer](#). La ministre de la Culture a rencontré les habitants, les commerçants et les services de la ville.

"Il ressort une mobilisation de tous pour continuer à sauvegarder ce lieu. Des travaux considérables ont déjà été menés", a déclaré la ministre. "Ce lieu nous engage, oblige l'État à travailler de concert avec les collectivités et les habitants pour que revive au plus vite ce lieu magnifique".

Le 7 avril dernier, Catherine Pégard avait indiqué qu'"avec le préfet du Calvados et la région Normandie, le patrimoine, la sécurité et l'activité touristique des Honfleurais sont notre priorité".

La situation à Honfleur s'est détériorée depuis le début de l'année, avec une multiplication d'actes administratifs pris par la mairie pour des immeubles présentant un danger en raison de leur état.

Plusieurs immeubles datant d'il y a plusieurs siècles présentent des signes importants d'instabilité structurelle. Interrogée par [France 3 Normandie](#), la ministre a indiqué être "consciente des efforts qu'il faut déployer pour sécuriser" Honfleur. Elle a affirmé que "l'État ne peut pas tout mais peut parfois faire des gestes exceptionnels dans des cas de situations exceptionnels".

Notre-Dame de Paris: un chantier XXL et des découvertes spectaculaires

17:26

Originaire du [Havre](#), situé à quelques kilomètres de là, la ministre a affirmé qu'elle souhaite rapidement "faire un diagnostic approfondi" pour "sauvegarder ce patrimoine incroyable".

actu.fr

Cinq jeunes pillent une centaine de voitures dans l'agglomération de Rouen : « Carglass et ses concurrents étaient débordés »

Jessie Leclerc

7-9 minutes

Cinq jeunes de 19 à 24 ans étaient jugés mercredi 13 mai pour une série de vols à la roulotte dans l'agglomération rouennaise. Plus d'une centaine de victimes étaient concernées.

Sur le même thème

[Justice](#)

[Tribunal de Rouen](#)

[violences](#)

Article réservé aux abonnés





Cinq jeunes ont semé le chaos autour de Rouen en pillant plus d'une centaine de voitures. (©JB/76actu/Illustration)

Par [Jessie Leclerc](#) Publié le 16 mai 2026 à 16h08 ; mis à jour le 17 mai 2026 à 16h24

Des **centaines de victimes** sur une dizaine de nuits, [vitres de voitures explosées](#), **vols en réunion**, escroqueries... Tel est le carnage commis entre février et mars dernier dans l'agglomération rouennaise et dont sont accusés **cinq jeunes âgés de 19 à 24 ans**. L'ensemble des prévenus passait devant le tribunal judiciaire [de Rouen \(Seine-Maritime\)](#), mercredi 13 mai 2026, pour un jugement d'envergure. Au total, 140 faits reprochés.

Une série de vols à la roulotte en pleine nuit

Les faits s'étalent du 6 février au 12 mars 2026, dans **plusieurs communes autour de Rouen**, dont Bois-Guillaume, Sotteville-lès-Rouen, Franqueville-Saint-Pierre, Montigny ou Bihorel. Selon les éléments de l'enquête, les prévenus **opéraient la nuit**, parfois plusieurs heures d'affilée jusqu'au petit matin.

Au volant Stéphanie, 19 ans, amenait [les voleurs](#) à proximité des véhicules ciblés. Toujours selon le même procédé, les auteurs **brisaient les vitres** puis fouillaient les habitacles avant de repartir vers une autre commune. Un stratagème rapide qui leur a permis de faire jusqu'à 41 vols en une seule nuit.

Outre [les objets dérobés](#) dans les voitures, **deux véhicules ont été volés** ainsi que des cartes bancaires et des carnets de chèques, ensuite utilisés. La discrétion n'était d'ailleurs pas la force du groupe. Quatre d'entre eux ont été aperçus dans un kiosque à pizza après avoir payé [avec une carte subtilisée](#) le soir même.

Lors des perquisitions, plusieurs objets issus des vols, dont des lunettes de soleil et une tablette, ont été retrouvés chez certains des prévenus. Au total, plus d'**une centaine de victimes** ont été recensées.

« Du vandalisme gratuit » : la colère des victimes

Dans la salle d'audience, les témoignages dessinent un même constat : des dégâts importants pour **un butin souvent dérisoire**. Les plaignants évoquent des véhicules, jusqu'à trois voitures pour une même famille, immobilisés plusieurs jours, des journées de travail de perdues et [des délais de réparations rallongés](#) faute de disponibilités chez les garagistes. « Carglass et ses concurrents étaient débordés », souligne un sinistré.

Une Bois-Guillaumaise reste, aujourd'hui encore, dans l'incompréhension. « J'ai [une vieille voiture](#), **je ne vois pas l'intérêt**. Comment peut-on agir de la sorte tout en étant assuré qu'il n'y aura rien à voler ? C'est **du vandalisme gratuit**, je trouve ça déplorable », souffle-t-elle en regardant les prévenus.

Mais les conséquences ne sont pas uniquement matérielles. Certains décrivent [un sentiment d'insécurité](#). Un père de famille a ainsi expliqué que **ses enfants** de 6 et 9 ans faisaient des cauchemars depuis les faits. Et **une étudiante** en plein passage du CAPES a évoqué un véritable choc. « Financièrement j'ai de grosses difficultés alors ça, c'est un coup supplémentaire », s'inquiète-t-elle. Elle dit prendre des anxiolytiques

depuis l'incident.

« Qu'est-ce qui pousse à faire ça ? »

Face aux prévenus, [le tribunal](#) s'interroge : « Qu'est-ce qui pousse cinq personnes à passer une partie de leur nuit à commettre **des vols à la roulotte** pour [un butin si faible](#), mais un préjudice si important pour les victimes ? »

Certains reconnaissent leur participation, tout en assurant ne pas avoir mesuré les conséquences de leurs actes. Pour autant, **aucun n'avoue avoir directement commis les vols** et les dégradations. Sofiane, 21 ans, dit n'avoir que [fait le guet](#) et éclairé les voleurs et Stéphanie affirme n'avoir fait que conduire sans savoir pourquoi. « Vous avez une grande capacité à ne pas voir ce qui ne vous arrange pas, vous », ironise le juge à ce sujet. « **Conduire, c'est participer** », rappelle-t-il à la jeune femme que le procureur qualifie « d'idiote utile ».

Liam, 22 ans, de son côté, dit d'abord avoir ignoré les actions de ses amis. Il affirme les avoir conduits une fois puis n'avoir été que **simple passager** après avoir compris. « Ils étaient mes amis et j'avais envie d'être avec eux », défend-il.

Tous présentent leurs excuses. « Je ne pensais pas que ces gens pouvaient avoir tous ces dégâts-là, affirme Jordan, 24 ans, les yeux baissés. Je tiens à présenter mes excuses [aux victimes](#). » « Je n'avais plus de travail depuis novembre, je me suis retrouvé chez ma mère. Je sais que ça n'excuse aucune chose, mais c'est ce qui m'a poussé à faire ce que **je regrette énormément** aujourd'hui », ajoute Sofiane.

Mathis, 20 ans, **déjà condamné dans le passé** se montre plus détaché. « Moi je veux juste m'excuser auprès des victimes. J'ai commis la conduite sans permis des [deux véhicules volés](#), mais voilà sans plus »,

avance-t-il.

Chèques volés et argent retiré

[Plusieurs chèques](#) volés dans ces voitures ont été encaissés sur le compte de Stéphanie, dans trois banques différentes, pour **plus de 1 000 euros** avant d'être retirés en liquide. Selon la jeune femme, c'est Sofiane qui lui a donné ces chèques pour lui rembourser un collier qu'il lui avait volé. Elle dit avoir ignoré qu'ils étaient dérobés. Une justification qui peine à convaincre le tribunal. « En déposant ces chèques, vous signez votre culpabilité », souligne le président.

« L'effet de groupe »

Chacun dit avoir été influencé par l'effet de groupe, **personne ne nomme de tête pensante**. Pourtant, Mathis est décrit comme « l'instigateur » de ces actes, un « voleur professionnel », ce que conteste sa défense. « Il est condamné sur la base [de son casier judiciaire](#). On justifie ces vols-là, car c'est un déjà un voleur connu », regrette son avocate.

Tous les prévenus étaient **sans emploi** et vivaient chez leurs parents au moment des faits. La plupart consomment régulièrement de l'alcool et des stupéfiants.

De la prison ferme

À l'issue de l'audience, le tribunal a prononcé **des peines différenciées**. Liam est condamné à la peine de 4 mois d'emprisonnement avec sursis et Stéphanie condamnée à 18 mois d'emprisonnement avec sursis également.

Pour les trois autres prévenus, déjà connus de la justice, c'est la double

peine. Le sursis probatoire de leurs précédents délits est révoqué et s'ajoute donc à la peine énoncée pour ce dernier jugement. Au total, 16 mois [de prison ferme](#) pour Sofiane et Jordan. Mathis est celui qui reçoit la plus lourde peine : 38 mois ferme.

Des obligations sont également imposées, notamment [l'indemnisation des victimes](#), l'interdiction de contact entre les coauteurs ainsi que des mesures de suivi pour l'accès à l'emploi et le traitement **des addictions à l'alcool et aux drogues**.

Le véhicule utilisé pour la commission des faits, celui de Stéphanie, est confisqué.

**Les prénoms ont été modifiés.*

***Cette peine est susceptible d'appel. Tout justiciable demeure présumé innocent tant que toutes les voies de recours n'ont pas été épuisées.*

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr)

La camionnette se renverse avec des chevaux, A13 fermée en Normandie, deux blessés : ce que l'on sait de cet accident

Guillaume Sallard

8-10 minutes

En fin d'après-midi de samedi 16 mai 2026, un spectaculaire accident de la circulation s'est produit sur l'A13 à hauteur de la commune d'Oissel, au sud de Rouen (Seine-Maritime). Une camionnette transportant deux chevaux s'est couchée en plein milieu de la chaussée. L'autoroute a dû être fermée plusieurs heures, le temps des opérations de secours. Deux des trois occupants du véhicule ont été blessés. On fait le point.

[L'alerte a été donnée aux services de secours de la Seine-Maritime à 17 h 25](#), samedi 16 mai 2026. De prime abord, la situation s'avérait être préoccupante : une camionnette transportant des chevaux s'était couchée peu de temps avant au milieu des voies de circulation de l'autoroute A13, dans le sens Caen vers Paris, au niveau de la commune d'Oissel, au sud de Rouen (Seine-Maritime).

L'accident s'est produit sur un axe quotidiennement très fréquenté, à une heure de grosse circulation de surcroît.

Lire aussi : [« La journée s'annonce très circulée » : Bison Futé voit rouge dans le sens des retours du pont de l'Ascension, dimanche](#)

Appels à faciliter l'accès des secours

Sur leurs réseaux sociaux, les équipes du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) incitaient les automobilistes à éviter le secteur et pour ceux qui étaient déjà bloqués dans le flux de circulation, à faciliter l'accès des secours.

Les chevaux ont échappé au pire

Outre le fait que [l'autoroute](#) s'est trouvée bloquée, cet accident revêtait un caractère particulier : deux chevaux transportés par la camionnette étaient restés bloqués à l'intérieur, alors qu'elle gisait toujours en plein milieu de la chaussée. Le pire pouvait être craint pour les équidés. Fort heureusement, il n'en fut rien. Les chevaux n'ont pas été blessés. Ils ont été libérés de la carcasse d'acier qui les emprisonnait et ont été transférés dans «un autre véhicule adapté», indiquent les pompiers.

L'autoroute coupée plusieurs heures

Dans le sens Province - Paris, l'autoroute a dû être coupée plusieurs heures en fin d'après-midi et début de soirée de samedi. Le temps que les services de secours et de voirie prennent en charge les trois occupants ainsi que les chevaux, organisent les opérations de transfert vers un hôpital de deux blessées, procèdent au relevage et remorquage du véhicule accidenté, nettoient la chaussée, effectuent les constatations d'usage pour documenter l'enquête qui débutait - dans l'objectif de déterminer les circonstances de cet accident -.

D'importants bouchons

D'importants bouchons et ralentissements se sont formés sur les axes de circulation passant par le sud de la capitale régionale. Aux environs

de 20 h, Bison Futé annonçait 3 km de voies bloquées en aval de la zone de l'accident.

Vers 20 h, samedi 16 mai 2026, un bouchon de 3 km s'était formé en aval de la zone d'accident, sur l'A13. | CAPTURE D'ÉCRAN BISON FUTÉ

Un itinéraire de déviation

A 19 h 20, la préfecture annonçait «la mise en place d'une déviation pour les voitures, via l'autoroute A139» ». L'A139 est cette autoroute gratuite, longue de 3 km, faisant le lien entre l'A13 et la RN138 qui est la pénétrante sud de Rouen.

Blessées a priori légèrement, selon la nomenclature des sapeurs-pompiers, deux femmes, âgées de 26 et 39 ans, ont été hospitalisées en début de soirée.

Réouverture de l'autoroute dans la soirée

Aux alentours de 21 h, la circulation reprenait progressivement sur le tronçon d'A13 qui avait été fermé jusque-là, indiquaient alors les pompiers.

Deux ans après l'évasion d'Amra au péage d'Incarville, un hommage rendu aux agents pénitentiaires tués

Violaine Gargala

4-6 minutes

Deux ans après l'évasion sanglante de Mohamed Amra au péage d'Incarville, une cérémonie d'hommage à Fabrice Moello et Arnaud Garcia, les deux agents pénitentiaires tués lors de l'attaque, est organisée jeudi 14 mai 2026.



Par [Violaine Gargala](#)

Publié: 14 Mai 2026 à 09h44 Temps de lecture: 1 min

Il y a deux ans, Fabrice Moello et Arnaud Garcia étaient tués lors d'une « *attaque barbare* », dénonce Pascal Vion, directeur interrégional des services pénitentiaires de Rennes. Deux ans après, sur les lieux même du [drame](#), une cérémonie d'hommage s'est tenue au péage d'Incarville jeudi 14 mai 2026. Devant une plaque posée à la mémoire des deux hommes l'année dernière.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un drame qui marque

Une cérémonie sobre, en présence d'agents pénitentiaires et d'élus, lors de laquelle Pascal Vion s'est exprimé. Il y a deux ans, lors de [l'évasion sanglante](#) de Mohamed Amra, « *la République était touchée en plein cœur. Deux de leurs serviteurs ont perdu la vie et trois autres ont été grièvement blessés. Ils ont été victimes d'une attaque à l'arme lourde d'une violence inouïe* ».

Les deux agents sont morts alors qu'ils effectuaient leur mission, « *trop peu connue mais essentielle à notre société* » pour Pascal Vion qui poursuit : « *Ce drame a marqué les pompiers et les agents des forces de l'ordre. Il a aussi profondément marqué les habitants de l'Eure* ». Lors de la violente attaque, trois de leurs collègues ont été grièvement blessés. Si l'un a repris le travail, un autre est toujours en arrêt et le troisième a depuis fait valoir ses droits à la retraite.

Les noms d'Arnaud Garcia et Fabrice Moello sont « *gravés ici, comme il le sont dans nos mémoires. Nous ne les oublierons pas, nous ne les abandonnerons pas* », a ajouté le directeur, avant que des gerbes de fleurs soient déposées devant le monument commémoratif. La cérémonie a été marquée par l'inauguration du site définitif de recueillement.

Également à Caen

Une autre cérémonie hommage aura lieu plus tard dans la matinée à Caen, en présence du garde des Sceaux, Gérard Darmanin.

Il doit échanger avec les familles des deux agents tués, les personnels blessés et les effectifs du Pôle des extractions judiciaires de Caen auquel étaient rattachés Arnaud Garcia et Fabrice Moello.

BFM - [Police-Justice](#)

"Il se souvient de tous les détails": le témoignage de l'avocat d'un des rescapés de l'évasion meurtrière de Mohamed Amra

Publié le 14/05 à 12h32

[Lire dans l'app](#)

BFM >
Sophie Cazaux

Partager



Le 14 mai 2024, Mohamed Amra s'évadait à la faveur de l'attaque sanglante, au péage d'Incarville, du fourgon pénitentiaire dans lequel il se trouvait. Lors de ce guet-apens, deux agents pénitentiaires ont été abattus et trois grièvement blessés. L'avocat d'un des blessés a pris la parole sur Ici Normandie ce jeudi.

Publicité

"Il est victime tous les jours". L'un des rescapés de l'attaque meurtrière ayant mené à [l'évasion de Mohamed Amra](#) le 14 mai 2024 au péage d'Incarville a pris la parole, via son avocat, Me Romain Léandri, auprès d'[Ici Normandie](#) ce jeudi 14 mai.

Publicité

"Parler dans un micro, c'est encore impossible pour lui", a-t-il expliqué. Son client est l'un des agents pénitentiaires qui ont été blessés lors de l'attaque du fourgon pénitentiaire qui transportait le narcotrafiquant Mohamed Amra, au péage d'Incarville dans l'Eure. Lors de l'attaque, [deux agents pénitentiaires avaient été abattus](#) et trois grièvement blessés.

Publicité

"Souvent, les médias parlent des deux défunts et de leurs familles, ce qui est normal", a déclaré Me Romain Léandri. "Mais lui me dit: J'ai toujours l'impression que nous, les blessés, on a une place un peu à part, parce qu'on n'est pas morts.", a-t-il ajouté.



"Il n'est pas rempli de haine"

Son client présente des [séquelles physiques et psychologiques](#). Il est toujours en arrêt de travail. "Il se souvient de tous les détails, et surtout des événements marquants, tels que des images, tels que des bruits, tels que des sons", a affirmé l'avocat.

La [cavale de Mohamed Amra a pris fin après neuf mois](#), le 22 février 2025, à Bucarest. Il avait ensuite été transféré de Roumanie en France, puis mis en examen à Paris et incarcéré. Près d'une cinquantaine de personnes sont [mises en examen dans ce dossier](#), 49 selon un décompte de l'AFP.



Qu'est ce qu'une prison de haute sécurité où va être incarcéré Mohamed Amra?

2:49



L'agent pénitentiaire représenté par Me Romain Léandri "a toujours cru en l'institution judiciaire". Il "suit chaque étape de la procédure avec attention, et je pense que ça l'a également aidé. Il n'est pas rempli de haine, il n'est pas rempli d'une idée de vengeance. Il est dans un esprit de reconstruction et de soif de vérité", a poursuivi l'avocat.

Dossier : Mohamed Amra



A VOIR AUSSI

L'ex-animateur Laurent Boyer condamné à dix mois de prison avec...

Sponsorisé par ICI

Nouvelle Peugeot 408 : waouh garanti !
Version Hybride dès...

Sponsorisé par Peugeot

"Pas d'Arabe ici" : une affiche raciste retrouvée sur la porte...

Sponsorisé par ICI

Les entreprises face au télétravail en 2026
Quel bilan et quels...

Sponsorisé par SFR Business

Après Florent Pagny, c'est au tour de Johnny Depp d'alerter ses fa...

Sponsorisé par Capital

Fiat Topolino
Compacte, stylé, et un...

Sponsorisé par Fiat Topolino

C'est génial : plus besoin d'acheter des panneaux solaires,...

Sponsorisé par Ma Prime Solaire

Éclipse totale en France : le phénomène astronomique de notr...

Phénomène rare bient...
Sponsorisé par getstrainsigh...

Le Made In France : une mode ou une vraie différence ?

Top 15 des objets du moment sur Amazon

Nous vous révélons les produits jamais sortis des grandes marques

[ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr)

Il propageait des feux en Normandie : un homme arrêté en flagrant délit reconnaît un autre incendie

Vivien Duval

6-7 minutes

La police de Seine-Maritime a interpellé un homme de 37 ans qui mettait volontairement le feu à des poubelles, dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 mai 2026, à Amfreville-la-Mi-Voie. L'individu était alcoolisé au moment des faits. Lors de sa garde à vue, ce dernier a reconnu avoir incendié un scooter en avril 2026, dont le feu s'était propagé à un immeuble d'habitation.



Un homme qui mettait le feu à des poubelles a été interpellé par la police

de Seine-Maritime à Amfreville-la-Mi-Voie, dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 mai 2026. Photo d'illustration. | ARCHIVES GUILLAUME SALIGOT / OUEST-FRANCE

Publié le 13/05/2026 à 10h09

Un incendiaire a été pris en flagrant délit [en Seine-Maritime](#), briquet à la main, cette nuit.

La police de Seine-Maritime a arrêté un homme de 37 ans qui mettait volontairement le feu à des poubelles, dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 mai 2026, à Amfreville-la-Mi-Voie.

Des va-et-vient avec un jerrican

Les forces de l'ordre se sont rendues une première fois sur place, aux alentours de 23 h 40, après qu'un premier feu d'une grande poubelle en plastique a été constaté par une riveraine à côté de la crèche Louise-Michel, située chemin du Mesnil-Esnard. Selon des témoignages recueillis par la police, un individu, vêtu d'un pantalon orange fluorescent et d'un haut noir, aurait effectué des va-et-vient avec un jerrican pour alimenter le feu. Des sapeurs-pompiers sont alors intervenus pour l'éteindre. Avant un nouvel appel au cours de la nuit, vers 2 h 10, pour un autre feu de poubelle, près du centre médico-social.

Présents discrètement sur place, les policiers de Seine-Maritime sont parvenus à interpeller l'auteur en flagrant délit, briquet à la main.

L'homme a été arrêté avec 1,28 g d'alcool dans le sang.

Lire aussi : [Dans l'Eure, un incendie ravage deux bateaux dans un port de plaisance : un homme brûlé et intoxiqué](#)

En garde à vue, ce dernier a reconnu les faits. Il a aussi avoué avoir incendié un scooter en avril 2026, dont le feu s'était propagé à un immeuble d'habitation.

[ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr)

Blanchiment d'argent, drogues, armes de guerre... Des narcotrafiquants condamnés après un contrôle routier, en Normandie

Morgane Déverin

7-9 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Six personnes étaient prévenues, mardi 12 mai 2026, de faits blanchiment d'argent, trafic de stupéfiants et détention d'armes de guerre devant le tribunal correctionnel de Rouen (Seine-Maritime). Elles ont toutes été condamnées.



Six personnes répondaient de faits de blanchiment d'argent, trafic de stupéfiants, détention d'armes de guerre devant le tribunal correctionnel de Rouen (Seine-Maritime), mardi 12 mai 2026. Photo d'illustration | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Publié le 15/05/2026 à 10h12

Blanchiment d'argent, trafic de stupéfiants, détention d'armes de guerre... Six personnes, prévenues de ces faits, répondent au tribunal correctionnel de Rouen (Seine-Maritime), ce mardi 12 mai 2026, [relatent nos confrères d'Actu.fr](#). Tout commence trois ans plus tôt, le 25 mai 2023, lorsqu'une patrouille d'une brigade de police de Rouen contrôle un chauffeur routier positif au cannabis, à l'héroïne et à la cocaïne. Chez lui, plusieurs kilos en sont retrouvés, lors d'une perquisition. Ainsi que 4 500 € en liquide et deux armes de guerre, des fusils d'assaut. L'homme n'ayant visiblement pas pu agir seul, une information judiciaire est ouverte pour «essayer de connaître les personnes pour qui il travaillait», indique le procureur.

Plusieurs membres du réseau identifiés

Grâce au téléphone du chauffeur, plusieurs membres d'un trafic de drogues sont identifiés, tous déjà connus des services de police.

Lire aussi : [« À Incarville, la terre a saigné » : deux ans après l'attaque, Gérald Darmanin rend hommage aux agents pénitentiaires](#)

Les communications convergent vers un même homme, surnommé « Tino ». Il purge actuellement une peine de neuf ans de prison pour trafic de stupéfiants. À la barre, il conteste les faits de trafic d'héroïne : «Je suis connu pour le trafic de cannabis et de cocaïne, des personnes ont pu entrer en communication avec moi, mais il n'y a pas eu de transaction», rapportent nos confrères, précisant qu'il gérait son trafic

depuis sa cellule et durant ses permissions.

De sept ans de prison à six mois avec aménagement de peine

Deux revendeurs et un blanchisseur, utilisant notamment une entreprise d'achat/revente de voiture et l'ex-femme du trafiquant, elle aussi impliquée dans le blanchiment, sont également présents devant le tribunal. Le chauffeur, endetté auprès de « Tino », était pour sa part chargé de stocker les marchandises chez lui, de les transporter ou de faire des menaces de mort : « J'étais en mode pilote automatique. On me demandait de faire des choses et j'exécutais », déclare-t-il à l'audience.

Lire aussi : [Le narcotrafiquant Abdelkader Bouguettaia, originaire du Havre, condamné à vingt ans de prison](#)

Insistant sur les « dizaines et dizaines de communications » qui incriminent les six prévenus et sur les quantités – « on ne parle pas de grammes, mais de kilogrammes », le procureur requiert des peines allant de dix-huit mois de prison avec sursis à neuf ans de prison, pour « Tino ». Le tribunal condamne finalement le chef du trafic à sept ans de prison et le chauffeur à quatre ans. Les revendeurs sont condamnés à trente mois de prison pour l'un et douze mois pour l'autre, avec aménagement de peine sous bracelet électronique. Le blanchisseur est condamné à dix-huit mois de prison avec sursis. Quant à l'ex-femme de « Tino », chez qui plusieurs objets de luxes avaient été retrouvés, elle a été condamnée pour « non-justification de ressources » à six mois d'emprisonnement avec aménagement de peine sous bracelet électronique. Ils peuvent tous faire appel de leur jugement.

Dans la boucle de Roumare, le projet de voie verte déclaré d'utilité publique

Sylvain Auffret

~2 minutes

Depuis 2016, la voie verte qui longe la Seine dans la boucle de Roumare en provenance de Rouen s'arrête à Saint-Pierre-de-Manneville. [La Métropole de Rouen](#) a pour objectif d'en réaliser quinze kilomètres supplémentaires [jusqu'à Duclair](#). C'est ce projet d'une piste d'enrobé, cyclable, piétonne, également adapté aux rollers, cavaliers et personnes à mobilité réduite, de quatre mètres de large, que la préfecture a déclaré d'utilité publique (DUP) le 30 avril 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le long du chemin de contre-halage

Le projet prévoit d'utiliser l'ancien chemin de contre-halage longeant la Seine pour traverser les communes rurales de Quevillon, Saint-Martin-de-Boscherville, Hénouville et Saint-Pierre-de-Varengeville, dont les parties densément peuplées ne se trouvent pas à proximité de la Seine. Mais à l'entrée de [Duclair](#), l'espace entre le fleuve et la falaise se réduit beaucoup.

De part et d'autre de la route de Rouen, des maisons occupent l'espace.

L'arrêté autorise la Métropole à acquérir « soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les immeubles nécessaires à la réalisation du projet ». L'expropriation doit intervenir dans un délai de cinq ans à compter de la publication de l'arrêté. Une fois à Duclair, la voie verte permettra de relier les itinéraires n°3 et 11 du réseau express vélo. Le long de ces quinze kilomètres supplémentaires, elle permettra aussi de relier les autres itinéraires du réseau interconnecté vélo.

actu.fr

« Les clients se plaignent des odeurs » : à Rouen, pourquoi la rue Eau-de-Robec est devenue un « marécage » ?

Matéo Lhernault

3-4 minutes

Depuis quelques jours, le cours d'eau de la rue Eau-de-Robec à Rouen amasse de la vase, ternissant le décor de l'une des plus belles rues de la ville. On connaît le coupable.

Sur le même thème

[Insolite](#)

Article réservé aux abonnés





Le ruisseau de la rue Eau-de-Robec à Rouen s'est rempli de vase. Mais pourquoi ? (©ML/76actu)

Par [Matéo Lhernault](#) Publié le 17 mai 2026 à 11h37

Cela fait un moment que le cours d'eau de la [rue Eau-de-Robec](#), à [Rouen](#), **est chargé de vase**. Si la situation n'a rien d'une urgence vitale, le décor d'une des plus belles rues de la ville ([élue plus belle rue de Rouen par les internautes en 2021](#)) en pâtit. Et ça joue aussi sur le commerce. **Mais d'où vient cette vase ?**

La boue de Robec

Créatrice dans un « concept place » de la rue de la [fausse rivière](#), Eugénie Delé se désole : « C'est dommage, ça gâche tout le charme de la rue, pourtant si agréable ». Tout en admettant que la situation n'a aucune conséquence sur son activité.

Au restaurant Au P'tit bec, la situation est plus délicate. Serveuse, Elisa nous fait savoir : « Ça fait **marécage**, ce n'est pas l'idéal visuellement. Le plus dérangent, c'est sur la terrasse. Nous avons une petite table qui borde le cours d'eau. Certains clients commencent à se plaindre des odeurs ». Si la situation n'est pas dramatique pour ce restaurant, la gêne commence à se faire sentir.





Rempli de vase, le ruisseau de la rue Eau-de-Robec va être nettoyé.

(©ML/76actu)

Une intervention à venir

Alors d'où vient le problème ? À la mairie de Rouen, et le coupable est tout désigné : « Une des pompes de l'installation est hors service à la suite d'une défaillance technique et doit être remplacée », indique la municipalité à 76actu.

Une intervention est d'ailleurs prévue, sans que la date ne nous soit indiquée, pour redonner à l'eau du ruisseau toute sa clarté : « La pompe doit être remplacée mais cette intervention comporte des contraintes spécifiques, notamment en raison de son poids, avoisinant les **100 kg**, et de sa configuration déportée ».

Toujours selon la communication de la mairie, les boues seront retirées : « Une société interviendra pour procéder au **curage**, à l'**extraction** et au **nettoyage** du cours d'eau. », nous précise-t-on. Une attention particulière sera portée afin de limiter l'impact sur les commerces, et notamment les terrasses des restaurants. Après cette étape, la rue Eau-de-Robec retrouvera tout son charme.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori

avec [Mon Actu.](#)

actu.fr

Travaux sur la RN28 : la circulation va être perturbée pendant plusieurs mois dans le secteur

Emilien Jacques

~3 minutes

Des restrictions de circulations ont lieu sur la RN28, dans le cadre de la construction de la passerelle joignant les communes d'Isneauville et de Saint-Martin-du-Vivier.

Sur le même thème

[Info trafic](#)

[Travaux](#)





Des restrictions de circulation sont annoncées sur la RN28 jusqu'en septembre 2026. ©AdobeStock/Illustration

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 18 mai 2026 à 7h10

À l'arrêt pendant deux ans suite à la [découverte d'une cavité naturelle sur le chantier](#), la construction de la passerelle enjambant la voirie au niveau des communes **d'Isneauville et de Saint-Martin-du-Vivier** va bon train depuis sa reprise au printemps 2025. Dans le cadre de la poursuite des travaux, des restrictions de circulation sont mises en place durant plusieurs mois sur la RN28, jusqu'en septembre prochain, suite à des aménagements en cours sur le terre-plein central.

Voies fermées et vitesse limitée

La pile centrale du pont va être érigée ces prochains mois au milieu de la RN28. Pour libérer l'espace nécessaire au bon déroulement des opérations, les deux voies de circulation dans les deux sens sont actuellement **déportées sur les bandes d'arrêt d'urgence**.

Des fermetures ponctuelles de voies à gauche ont lieu entre 9h et 16h, tandis que des fermetures des voies dans les deux sens sont réalisées entre 21h et 5h. Des déviations sont mises en place durant ces opérations nocturnes sur les échangeurs de La Ronce et des Rouges Terres, via la RD928.

Jusqu'à la fin de ces opérations, prévue à la mi-septembre 2026, **la vitesse est limitée à 70km/h** sur cette portion. À noter que dans le courant du mois de juin prochain, un radar autonome de chantier sera installé dans le sens Abbeville-Rouen.

Après ses débuts en fin d'année 2022, la construction de cette

passerelle surplombant la RN28 et reliant la rue Édouard Delamare Deboutteville, à Saint-Martin-du-Vivier, au giratoire à proximité de la Jardinerie Truffaut d'Isneauville, devrait s'achever au mois de novembre 2026.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Laurent Bonnaterre reconduit comme référent du parti Horizons en Normandie en attendant de former un binôme

Paris Normandie

3-4 minutes

Pour mailler le territoire, le parti fondé en 2021 par Édouard Philippe s'apprête à nommer une co-députée régionale en Normandie, binôme de Laurent Bonnaterre, en fonction depuis cinq ans.



Par la rédaction

Publié: 16 Mai 2026 à 16h37 Temps de lecture: 2 min

Qui sera la future co-députée régionale du parti Horizons fondé par le maire du Havre, Édouard Philippe, en octobre 2021 ? Son nom devrait être dévoilé d'ici à quelques jours ; elle devrait être issue de l'ex-Basse-Normandie où la formation politique poursuit son développement.

« Une organisation solide »

En attendant d'avoir un binôme, Laurent Bonnaterre a été reconduit dans ses fonctions de référent régional, une fonction que le maire de Caudebec-lès-Elbeuf et conseiller régional occupe depuis bientôt cinq ans. Un cas quasi unique puisque le dernier conseil national d'Horizons, à Reims, a été l'occasion d'un renouvellement d'une majorité des référents régionaux.

Laurent Bonnaterre y voit un signe de confiance. « *Depuis 2021, explique-t-il, nous avons construit en Normandie une organisation solide, enracinée dans nos communes, ouverte à toutes celles et ceux qui veulent agir utilement pour le pays, et qui s'appuie sur un excellent réseau de délégués départementaux* ». Ils sont un, voire deux par département : Jean Delalandre, le maire de Duclair, pour la Seine-Maritime ; Frédéric Duché, le maire des Andelys, et Isabelle Collin, première adjointe au maire d'Évreux, dans l'Eure.

Les sénatoriales en vue

Au cours des prochaines semaines, Horizons, qui a renforcé son implantation avec l'élection de plusieurs de ses membres les conseils municipaux, se met en ordre de marche pour la présidentielle bien entendu, mais, avant cela, pour les élections sénatoriales. À ce jour, un seul sénateur Horizons dans l'ancienne Haute-Normandie, Pascal Martin, l'ancien président du conseil département élu en Seine-Maritime. Le parti du maire du Havre compte bien obtenir – au moins – un siège supplémentaire dans la région. Dans l'Eure, Frédéric Duché pourrait être candidat en septembre prochain.

Ce maire de Seine-Maritime fixe les montants des indemnités de ses élus en fonction de leur présence aux...

Lilian Pouyaud

2-3 minutes



L'hôtel de ville de Maromme (Seine-Maritime). - Google

À Maromme (Seine-Maritime), le maire réélu David Lamiray a décidé de sanctionner financièrement les élus du conseil municipal qui ne se présenteraient pas aux conseils.

Tout travail mérite salaire. Dans le cas du conseil municipal de Maromme ([Seine-Maritime](#)), ce dicton s'applique pour les rémunérations destinées aux élus.

Ce mardi 7 avril, le conseil municipal était réuni pour voter les indemnités de fonction du maire réélu David Lamiray et de ses adjoints. Indemnités dont le montant est calculé en fonction du nombre d'habitants de la commune et de l'échelle d'indice de la fonction publique.

Étant également conseiller départemental et vice-président chargé des Sports à la Métropole de Rouen, David Limaray touche 2.778,71 euros d'indemnités brutes par mois.

"Un engagement, mais aussi une responsabilité"

Pour ses neuf adjoints, les indemnités s'élèvent à 883,76 euros brut, 143,87 euros brut pour les six conseillers municipaux délégués, et 41,11 euros brut pour les 17 restants. "Ces indemnités sont là pour compenser les pertes de salaires", précise le maire à [Paris-Normandie](#).

Mais comme l'expliquent nos confrères, le maire réélu de Maromme a tenu à appliquer une nouvelle règle pour donner droit à ces rémunérations. En cas d'absences répétées aux conseils, [les indemnités seront moins élevées](#). Une pénalité qui se traduit par une réduction de 50% le mois suivant deux absences au conseil ou en commission.

«Je considère qu'élu c'est un engagement, mais c'est aussi une responsabilité», justifie David Limaray.

En cas de trois absences consécutives, l'allocation fond de 60 %, et passe à une baisse de 70 % à partir de quatre. Le dernier palier étant une retenue de 90 %, le maximum autorisé par le code des collectivités territoriales.

Les quatre priorités pour améliorer la santé mentale des jeunes Normands sans tarder

Audrey Rohrbach

4–6 minutes

Le constat est essentiel pour passer à l'action. Dans son rapport, le Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) Normandie émet un avis et définit quatre axes prioritaires.



La santé mentale des adolescents, se dégrade. Cela nécessite de revoir l'organisation des soins selon le CESER Normandie. - VDNPQR



Par Audrey Rohrbach

Publié: 16 Mai 2026 à 13h47 Temps de lecture: 2 min

Les chiffres sont glaçants pour chaque parent qui les découvre.

Les jeunes normands vont plus mal que les jeunes français. Le

[rapport du Conseil économique, social et environnemental](#)

[régional](#) (CESER) Normandie est sans appel : la Normandie

présente un taux de tentative de suicide plus élevé que la

moyenne nationale et se positionne comme la deuxième région

de France sur ce point.

Ce constat inquiétant est un point de départ essentiel pour agir.

Les membres du CESER, présidé par Catherine Kersual,

veulent montrer qu'il est possible d'agir pour améliorer la

situation et éviter « *de fabriquer des enfants à haut risque de*

problème ». Ils ont présenté leur rapport au président de la

Région Normandie, Hervé Morin, à l'Agence régionale de santé

(ARS), mais aussi aux professionnels de santé. Selon eux,

quatre axes sont prioritaires.

Former et informer pour prévenir des risques

La prévention constitue le premier pilier d'une politique publique

ambitieuse pour agir sur la santé mentale dès le plus jeune âge

selon le CESER. Elle passe par la formation des professionnels

de l'Éducation nationale et des professionnels de l'enfance pour

mieux accompagner les jeunes, mais aussi par de la

sensibilisation directe. Les élèves connaissent les numéros

d'urgence. Connaissent-ils le 3114, la ligne d'urgence nationale contre le suicide ? Ils sont formés aux gestes des premiers secours. Mais qu'en est-il des premiers secours en santé mentale ? Cette formation est encore balbutiante chez les adultes. Les campagnes de sensibilisation sont donc essentielles.

Des moyens pour accompagner

Plusieurs parents l'ont exprimé pendant les temps de questions/réponses lors de la conférence santé de Paris Normandie, lundi 11 mai 2026 : ils rencontrent des difficultés à obtenir un rendez-vous médical avec un professionnel alors même que le mal-être de leur enfant est constaté par un médecin généraliste. Le CESER préconise de réorganiser les soins pour les rendre plus accessibles et mieux mailler le territoire. Il mise également sur le soutien aux associations pour développer les groupes d'entraide et les espaces de parole.

Rendre les métiers du soin attractifs

L'humain est au cœur de la prise en charge de la santé mentale. Alors comment faire face à une crise du recrutement dans certains métiers ? D'abord repenser la formation et adapter les conditions d'exercice des professionnels de santé dit le CESER Normandie, pour aller vers une formation humaniste des psychiatres dès l'internat et la formation continue de tous les professionnels du soin. La création de postes supplémentaires en pédopsychiatrie et en addictologie paraît incontournable.

Réformer les pratiques du soin

Le dernier axe du CESER repose sur l'innovation au service de la santé mentale. Le rapport propose de penser les soins d'abord pour les usagers, et non pour des contraintes administratives, d'améliorer les organisations du travail, de garantir l'éthique des pratiques, mais aussi de s'appuyer sur une « boîte à outils » de pratiques innovantes (sport sur ordonnance, ouvrir l'hôpital pour changer le regard sur la pratique psychiatrique, création de poste de médiateurs de santé-pair...)

Lire aussi



[Hantavirus : que sait-on de l'adolescent hospitalisé au CHU de Rouen ?](#)



actu.fr

Hantavirus. Un cas contact est hospitalisé au CHU de Rouen : ce que l'on sait

Julien Bouteiller

2-3 minutes

Un homme ayant été en contact avec une Néerlandaise atteinte de l'hantavirus a été hospitalisé à l'isolement au CHU de Rouen, mardi 12 mai 2026.

Sur le même thème

[CHU Rouen](#)

[Hantavirus](#)

[Santé](#)





Un cas contact à l'hantavirus a été admis au CHU de Rouen.

(©AF/76actu/Archives)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 14 mai 2026 à 11h24

Un cas contact à [l'hantavirus](#) a été admis ce mardi 12 mai 2026 [au CHU de Rouen](#), indiquent plusieurs sources internes à 76actu, confirmant l'information révélée par [ici Normandie](#). Il est placé à **l'isolement dans un service spécialisé**.

Un cas contact à l'hantavirus à Rouen

Ne présentant aucun symptôme, cet homme a été testé et ses résultats ont été connus aujourd'hui.

Il fait partie des [22 Français identifiés comme ayant été en contact](#) avec une Néerlandaise, passagère de la croisière sur le **MV Hondius**, et malheureusement décédée des suites de la maladie. Comme annoncé par la ministre de la Santé, ils ont tous été testés négatifs.

Ce patient est pris en charge à l'isolement dans le service des maladies infectieuses de **l'hôpital Charles-Nicolle**, établissement de référence dans la gestion des risques épidémiques. Son hospitalisation doit durer **au moins 14 jours**, période d'incubation de la maladie.

Pour rappel, la forme du virus qui a sévi à bord du navire de croisière est [la souche des Andes](#), qui a un taux de létalité autour de 40% et est plus virulente dans sa transmission que la plupart des hantavirus. D'où un protocole sanitaire strict pour les cas contacts.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Après l'hospitalisation d'un cas contact à l'hantavirus au CHU de Rouen, la CGT déplore avoir appris...

Lilian Pouyaud

2-3 minutes



Le CHU de Rouen. (Illustration) - MATTHIEU ALEXANDRE / AFP

Ce vendredi 15 mai, la CGT du CHU de Rouen (Seine-Maritime) a dénoncé avoir appris l'hospitalisation d'un patient cas contact mardi dernier par voie de presse.

Une hospitalisation et de la colère. Ce mardi 12 mai, un homme cas contact d'une personne touchée par [l'hantavirus](#) est pris en charge dans le service des maladies infectieuses au CHU de [Rouen](#) (Seine-Maritime). Une situation normale au regard de la spécialisation du CHU dans les situations sanitaires exceptionnelles.

Mais cette information, la CGT du CHU l'a apprise par voie de presse. C'est ce que signale le syndicat dans un communiqué publié ce vendredi, comme le raconte [Ouest-France](#).

Une demande "d'information claire et officielle"

La branche CGT du CHU explique donc avoir découvert l'information "par voie de presse". "Nous constatons que les représentants du personnel sont tenus à l'écart d'une situation sanitaire pourtant susceptible d'avoir des conséquences directes sur les conditions de travail et la sécurité des agents", écrit la CGT.

Par ce communiqué, le syndicat entend également pointer du doigt "cette absence de communication [qui] traduit une conception du dialogue social que nous dénonçons fermement".

Si la situation sanitaire liée à l'hantavirus n'est, pour l'heure, en rien comparable à la pandémie du Covid-19, la CGT veut alerter sur "les conséquences qu'une communication tardive, incomplète ou absente peut produire sur les équipes".

L'organisation réclame également une information "claire et officielle lors d'un échange en instance extraordinaire sur les impacts organisationnels et les conditions de travail des équipes concernées".

Sur le même sujet

Ce samedi, l'Agence régionale de santé normande n'avait pas donné suite aux sollicitations de Ouest-France concernant cet incident.

-

[Hantavirus: le navire de croisière MV Hondius est arrivé au port de Rotterdam](#)

-

Hantavirus: l'OMS juge le risque sanitaire "faible" avant l'arrivée du MV Hondius aux Pays-Bas

-

Hantavirus: neuf cas contacts de Sainte-Hélène et l'île de l'Ascension transférés au Royaume-Uni

actu.fr

"On a besoin de vous !" : Le Téléthon 2026 se prépare déjà dans cette commune de Seine-Maritime

Sébastien Aliome

2-3 minutes

Une réunion publique pour préparer la 40e édition du Téléthon en décembre prochain, se tiendra ce lundi 18 mai en mairie de Neufchâtel-en-Bray. Elle est ouverte à tous.

Sur le même thème

[Pays de Bray](#)

[Téléthon](#)





L'an passé déjà, les animations avaient été nombreuses. ©Archive Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 18 mai 2026 à 8h58

Après le formidable succès de la course de 24 h en 2025 lors de la dernière édition du [Téléthon](#), les pompiers de [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-Maritime**) sont prêts à relever un nouveau défi pour 2026... une édition très spéciale puisqu'il s'agira de la 40e.

Un Téléthon ouvert à tous

Pour faire de cet événement un moment inoubliable, solidaire et fédérateur, toutes les forces vives de la commune de Neufchâtel sont invitées à se réunir ce **lundi 18 mai 2026** à 19 h salle de Justice en mairie de Neufchâtel.

Habitants, commerçants, associations, élèves, parents, bénévoles d'un jour ou de toujours... chacun a sa place.

Un Téléthon ambitieux

Cette réunion publique sera l'occasion de proposer vos idées, imaginer ensemble des animations, rejoindre l'aventure comme bénévole, bref construire un **Téléthon 2026** encore plus ambitieux et solidaire.

Que vous ayez une heure ou beaucoup plus à offrir, une idée originale ou simplement l'envie de participer, votre énergie compte ! « Ensemble, faisons de cette 40e édition un moment fort, festif et porteur d'espoir » peut-on lire dans l'invitation partagée sur les réseaux sociaux de la municipalité.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori

avec [Mon Actu.](#)

Réforme des Instituts régionaux d'administration : les économies promises en question

Par Philippine Ramognino

5–7 minutes

Alors que la fusion des cinq Instituts régionaux d'administration (IRA) en un établissement public unique, le Groupe des instituts de service public (G-ISP), est imminente, le cadre budgétaire actuel est-il solide ? Plusieurs éléments de réponse sont à trouver en fouillant le [rapport](#) sur le budget de l'État en 2025 publié fin avril par la Cour des comptes. Car au sein de l'analyse de l'exécution budgétaire 2025 de la mission "Transformation et fonction publiques", la rue Cambon accorde une attention particulière au financement des IRA.

Une première bonne nouvelle pour les finances publiques est d'emblée à noter : les dépenses de la mission, dont le périmètre a été réduit, se sont révélées "*nettement inférieures aux prévisions*", et sont en baisse depuis 2023 – une tendance confirmée par la LFI 2026 – . Elle disposait l'an dernier d'un budget d'un milliard d'euros en autorisations d'engagement et de 722 millions d'euros en crédits de paiement, pour au final avoir exécuté 805 millions en AE et seulement 593 millions d'euros en CP. À noter que cette sous-consommation est surtout

liée à des décalages d'investissement dans le parc immobilier de l'État.

Pour autant, après avoir épluché les comptes de la mission globale, les magistrats financiers estiment que l'un de ses programmes, celui consacré à la "Fonction publique", pourrait *"dégager des marges d'efficience"*, en particulier concernant les Instituts régionaux d'administration. Ce programme finance à la fois la formation interministérielle des fonctionnaires, l'action sociale interministérielle, l'appui dans le domaine RH et se voit rattacher les IRA.

Équilibre obtenu grâce à des compensations

Si les IRA ont pu tenir leur budget l'an dernier, c'est grâce à la sous-consommation importante des crédits initialement réservés à l'action sociale interministérielle, dont les barèmes n'ont pas été revalorisés. C'est le cas, par exemple, des chèques-vacances et des chèques emploi-service universel (CESU). Ainsi, comme en 2024 mais aussi en 2023, les IRA ont bénéficié d'un transfert de crédits de 6 millions d'euros en cours de gestion.

Lire aussi : [Après la fusion des IRA, le G-ISP hérite de missions de formation continue à destination d'un public élargi](#)

Si tout le monde est gagnant, où est le problème ? Selon les magistrats financiers, ce jeu d'équilibriste n'est pas tenable sur le long terme. Ils font état d'une *"sur-exécution chronique peu justifiée de la subvention pour charge de service public des IRA"* et la pratique étant devenue récurrente, *"il n'est donc plus*

possible de la qualifier d'« exceptionnelle »". En effet, alors que la LFI 2025 leur avait accordé 51,4 millions d'euros, les instituts ont finalement dépensé 57,4 millions d'euros, représentant un écart de 12 %. Et alors que le ministère avait assuré que l'ouverture du sixième site devait se faire à moyens constants, la rue Cambon constate que cela n'a finalement pas été le cas.

Cette tendance aux transferts de crédits ne serait pas près de s'inverser. *"La capacité des IRA à financer leurs dépenses au moyen d'une subvention pour charges de service public revue en baisse à 50,3 millions d'euros en loi de finances 2026 apparaît hypothétique et n'est en tout état de cause pas documentée"*, conclut le rapport. *"À dispositif constant, il conviendrait de tenir compte du niveau d'exécution 2025 pour ajuster en conséquence la programmation pluriannuelle"*, ajoute-t-il. Les magistrats financiers recommandent donc d'ajuster la subvention pour charges de service public du Groupe des instituts du service public à compter du PLF 2027, *"en fonction des besoins dûment documentés"*.

Chiffrer les économies attendues

Au-delà de la question des transferts de crédits, la Cour des comptes pointe un *"enjeu d'efficience"* dans la gestion des IRA. *"La nécessité de disposer de six sites peut interroger au regard des coûts de fonctionnement"*, peut-on également lire. Les documents aujourd'hui disponibles font état du coût complet annuel, du coût pédagogique et du coût de recrutement d'un élève, mais ne donnent aucune information quant à celui des implantations immobilières et géographiques. La rue Cambon a

sollicité les comptes financiers 2025 et les documents d'exécution budgétaire des opérateurs présentés en conseil d'administration, mais *“ces derniers n'ont pas été transmis”*.

Pour que les choses soient davantage cadrées, elle invite le ministère à objectiver les gains d'efficience de la fusion prévue au 1^{er} janvier 2027 au sein d'un établissement public administratif unique, le G-ISP. Un chantier de système d'information commun a certes été lancé, mais la DGAFP a indiqué aux magistrats qu'à date, *“il n'est pas possible d'estimer le montant de ces économies”*.

Lire aussi : [Véronique Peaucelle-Delelis : “Les cinq IRA vont disparaître juridiquement mais leur mission reste la même”](#)

“La poursuite d'une politique de rapprochements des instituts avec les universités est une autre piste à expertiser, comme cela a été défendu pour la création du site de Nanterre en raison des synergies pédagogiques espérées et de l'attractivité pour les élèves-attachés”, ajoutent les magistrats financiers. Dernière recommandation : réaliser une évaluation comparée entre les trois fonctions publiques des modalités de formations initiales et continues des attachés d'administration, *“dans un contexte également de montée en puissance des recrutements par contrats”*.

Après l'expérimentation, le ministère de la Justice déploie en interne son assistant d'IA générative

Par Paul Idczak

4-5 minutes

La place Vendôme prend officiellement le tournant de l'IA générative souveraine au service de ses personnels administratifs. Dans un communiqué diffusé le 12 mai, le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, a annoncé le déploiement immédiat auprès de *“plusieurs milliers d'agents”* d'un outil interne offrant à la fois une aide à la rédaction, à la traduction et à la prise de notes. Une initiative qui doit permettre aux agents, selon le garde des Sceaux, *“de gagner du temps sur les tâches administratives et rédactionnelles, tout en garantissant un cadre sécurisé, souverain et éthique pour l'usage de l'intelligence artificielle”*.

Présenté comme *“progressif”* durant les prochains mois, ce déploiement devrait, selon nos informations, atteindre rapidement 10 000 agents, qui pourront ainsi utiliser cet assistant pour synthétiser des documents, répondre à des courriers ou préparer des entretiens.

Une expérimentation auprès de 2 500 agents

Le lancement plus large de cette solution IA, intitulée “Mon assistant Justice”, est issu de plusieurs mois d’expérimentation de l’Assistant IA interministériel développé par la direction interministérielle du numérique (Dinum). Depuis novembre dernier, ce sont ainsi 2 500 agents rattachés à la place Vendôme qui ont pu tester cet outil, sous l’égide de la nouvelle direction de programme IA du ministère, créée un mois plus tard, et pilotée par Elise Farge Di Maria. Il y a quelques semaines, cette dernière indiquait ainsi à *Acteurs publics* que sa structure était en train de “*tirer les apprentissages*” de l’outil de la Dinum, pour rapidement décliner un logiciel maison, qui puisse tenir compte des cas d’usage et des spécificités métiers propres à la Justice.

Lire aussi : [La nouvelle direction de programme IA de la Justice dévoile ses premiers chantiers](#)

C’est désormais chose faite. Comme le note le communiqué du ministère, les six mois d’expérimentation “*ont confirmé l’utilité concrète de l’IA générative dans l’exercice quotidien des missions de la Justice*”, ce qui a poussé Gérard Darmanin à donner son feu vert à ce déploiement sans attendre. Le tout, “*sans renoncer aux exigences propres à l’institution judiciaire*” que sont “*la protection des données, la souveraineté numérique et la maîtrise humaine des décisions*”. Car, contrairement aux outils IA grand public comme ChatGPT, cet outil souverain, hébergé en France, est labellisé SecNumCloud, ce qui offre la garantie aux agents de pouvoir confier des données sensibles à l’assistant IA sans risquer de voir leurs données leur échapper, ou faire l’objet d’ingérences étrangères.

Deux autres assistants pour les justices civile et pénale

Le développement de “Mon assistant Justice” n’est pas la seule initiative du ministère sur le sujet, puisque la direction de programme IA travaille en parallèle à la conception de deux autres outils IA, intitulés “Mon assistant pénal” et “Mon assistant civil”. Ces derniers proposeront des fonctionnalités similaires à l’outil déjà déployé, avec des spécificités, là aussi, adaptées aux réalités du terrain, grâce à l’appui de la cour d’appel de Paris et, au niveau technique, de la Dinum.

Lire aussi : [Assistant IA, label, observatoire... Ce que contient le rapport “IA au service de la justice” rendu à Gérald Darmanin](#)

Le ministère a également annoncé, comme attendu, l’installation prochaine d’un observatoire de l’IA. Cette future instance indépendante, dont la mise en place faisait partie des recommandations du rapport pour l’IA dans la justice rendu l’an dernier, sera chargée de proposer une vision prospective de l’IA au sein de la justice, d’assurer un suivi éthique de ses usages et de leurs impacts sur l’évolution des métiers, et de conduire une veille scientifique régulière pour garantir la compréhension par le ministère de cette technologie.

actu.fr

Malgré les secours, ce maire d'un village de Seine-Maritime décède après une crise cardiaque sur la voie publique

Sébastien Aliome

~3 minutes

Triste nouvelle pour le Pays de Bray ! Le maire de Fresles, Patrick Lévêque, a trouvé la mort le samedi 16 mai. Il a succombé à une crise cardiaque.

Sur le même thème

[Eoliennes](#)

[Pays de Bray](#)

[Pompiers](#)





Le maire de Fresles s'est éteint subitement à l'âge de 71 ans. (6e en partant de la droite) ©Archive Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 18 mai 2026 à 6h39

Patrick Lévêque, maire de **Fresles**, près de [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-Maritime**) est décédé le samedi 16 mai 2026 à la suite d'une **crise cardiaque** survenue sur la voie publique en fin d'après-midi.

Malgré l'intervention rapide des [sapeurs-pompiers](#) et les tentatives de réanimation sur place, son décès a malheureusement été constaté par les secours.

Un maire mobilisé contre les éoliennes

À 71 ans, Patrick Lévêque avait été réélu maire de Fresles lors des élections municipales de mars dernier.

Agriculteur de profession, c'était un homme simple et discret. Un homme investi pour son village.

Il siégeait également à la **communauté de communes Bray Eawy**. « Nous nous étions encore croisés lors des séances communautaires des 7 et 30 avril derniers » rappelle le président de la com'com, [Nicolas Bertrand](#).

Vidéos : en ce moment sur Actu

Agriculteur profondément attaché à la ruralité et à son territoire, « nous avons appris à nous connaître plus particulièrement dans le cadre de la mobilisation contre l'**implantation d'éoliennes** sur la commune de Fresles. Je me souviens notamment de cette grande **manifestation**

organisée un samedi matin, en présence de nombreux médias, où son engagement et sa détermination avaient marqué les esprits » poursuit l'élu, également maire des **Grandes-Ventes**.

Patrick Lévêque était maire de sa commune d'un peu plus de 200 âmes depuis 25 ans puisqu'il a été élu la première fois en 2001.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).